

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Michael-Hudson-L-euro-sans-l-industrie-allemande>

# Michael Hudson : L'euro sans l'industrie allemande

- Empire et Résistance - Union Européenne - Allemagne -

Date de mise en ligne : mardi 4 octobre 2022

## **Description :**

Michael Hudson : L'euro sans l'industrie allemande. La question est de savoir si des pays peuvent développer un nouvel ordre économique alternatif pour se protéger d'un destin comme celui que l'Europe s'est imposé cette année pour la prochaine décennie (...)

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

La réaction au sabotage de trois des quatre pipelines Nord Stream 1 et 2 en quatre endroits, le lundi 26 septembre, s'est concentrée sur les spéculations quant à l'identité du coupable et sur la question de savoir si l'OTAN fera une tentative sérieuse pour découvrir la réponse. Pourtant, au lieu de la panique, il y a eu un grand soupir de soulagement diplomatique, voire de calme. La mise hors service de ces pipelines met fin à l'incertitude et aux inquiétudes des diplomates des États-Unis et de l'OTAN, qui ont failli atteindre l'état de crise la semaine précédente, lorsque de grandes manifestations ont eu lieu en Allemagne pour demander la fin des sanctions et la mise en service de Nord Stream 2 pour résoudre la pénurie d'énergie.

Le public allemand commençait à comprendre ce que cela signifiait si ses entreprises sidérurgiques, ses entreprises d'engrais, ses verreries et ses entreprises de papier toilette fermaient leurs portes. Ces entreprises prévoient qu'elles devraient mettre la clé sous la porte - ou transférer leurs activités aux États-Unis - si l'Allemagne ne se retirait pas des sanctions commerciales et monétaires à l'encontre de la Russie et ne permettait pas la reprise des importations de gaz et de pétrole russes, et vraisemblablement la diminution de leur augmentation astronomique de huit à dix fois le prix.

Pourtant, la faucon du département d'État Victoria Nuland avait déjà déclaré en janvier que « d'une manière ou d'une autre, *Nord Stream 2* n'avancera pas » si la Russie répond à l'accélération des attaques militaires ukrainiennes contre les oblasts orientaux russophones. Le président Biden a soutenu l'insistance des États-Unis le 7 février, en promettant qu' « *il n'y aura plus de Nord Stream 2. Nous y mettrons fin. ... Je vous promets que nous serons en mesure de le faire* ».

La plupart des observateurs ont simplement supposé que ces déclarations reflétaient le fait évident que les politiciens allemands étaient entièrement dans la poche des USA/OTAN. Les politiciens allemands ont bloqué les turbines refusant d'autoriser *Nord Stream 2*, et le Canada a rapidement saisi les dynamos Siemens nécessaires pour faire passer le gaz par *Nord Stream 1*. Cela semblait régler les choses jusqu'à ce que l'industrie allemande - et un nombre croissant d'électeurs - commence enfin à calculer ce que le blocage du gaz russe signifierait pour les entreprises industrielles allemandes, et donc pour l'emploi national.

La volonté de l'Allemagne de s'auto-imposer une dépression économique vacille - mais pas ses politiciens ni la bureaucratie européenne. Si les décideurs politiques faisaient passer les intérêts commerciaux et le niveau de vie des Allemands en premier, les sanctions communes et le front de la nouvelle guerre froide de l'OTAN seraient brisés. L'Italie et la France pourraient suivre le mouvement. Cette perspective rendait urgent de retirer les sanctions anti-russes des mains des politiques démocratiques.

Bien qu'il s'agisse d'un acte de violence, le sabotage des pipelines a ramené le calme dans les relations diplomatiques entre les États-Unis et l'OTAN. Il n'y a plus d'incertitude quant à la possibilité pour l'Europe de se détacher de la diplomatie US en rétablissant le commerce et les investissements mutuels avec la Russie. La menace d'une rupture de l'Europe avec les sanctions commerciales et financières étasuniennes/OTAN contre la Russie a été résolue, apparemment pour un avenir prévisible. La Russie a annoncé que la pression du gaz baisse dans trois des quatre gazoducs et que l'infusion d'eau salée va corroder les tuyaux de manière irréversible. (*Tagesspiegel*, 28 septembre.)

## Où vont l'euro et le dollar à partir de maintenant ?

Si l'on considère la manière dont cela va remodeler la relation entre le dollar US et l'euro, on peut comprendre pourquoi les conséquences apparemment évidentes de la rupture des liens commerciaux entre l'Allemagne, l'Italie et

d'autres économies européennes et la Russie n'ont pas été discutées ouvertement. La solution est un crash économique allemand, voire européen. La prochaine décennie sera un désastre. Il y aura peut-être des récriminations contre le prix à payer pour avoir laissé la diplomatie commerciale de l'Europe être dictée par l'OTAN, mais l'Europe ne peut rien y faire. Personne ne s'attend (encore) à ce qu'elle rejoigne l'Organisation de Coopération de Shanghai. Ce que l'on attend, c'est que son niveau de vie s'effondre.

Les exportations industrielles allemandes et l'attraction des flux d'investissements étrangers ont été les principaux facteurs soutenant le taux de change de l'euro. Pour l'Allemagne, le grand intérêt de passer du deutsche mark à l'euro était d'éviter que son excédent d'exportations ne fasse grimper le taux de change du deutsche mark et n'exclue les produits allemands des marchés mondiaux. L'élargissement de la zone euro à la Grèce, à l'Italie, au Portugal, à l'Espagne et à d'autres pays dont la balance des paiements est déficitaire a empêché l'euro de s'envoler. Cela a protégé la compétitivité de l'industrie allemande.

Après son introduction en 1999 à 1,12 dollar, l'euro est tombé à 0,85 dollar en juillet 2001, mais il s'est redressé et a atteint 1,58 dollar en avril 2008. Il n'a cessé de baisser depuis lors et, depuis février de cette année, les sanctions ont fait passer le taux de change de l'euro en dessous de la parité avec le dollar, pour atteindre 0,97 dollar cette semaine.

Le principal problème de déficit a été la hausse des prix du gaz et du pétrole importés, ainsi que des produits tels que l'aluminium et les engrais dont la production nécessite de lourds intrants énergétiques. Et comme le taux de change de l'euro baisse par rapport au dollar, le coût de la dette européenne en dollars US - condition normale pour les filiales des multinationales des Etats-Unis - augmente, ce qui réduit les bénéfices.

Ce n'est pas le genre de dépression dans laquelle les « stabilisateurs automatiques » peuvent agir pour rétablir l'équilibre économique. La dépendance énergétique est structurelle. Pour aggraver les choses, les règles économiques de la zone euro limitent ses déficits budgétaires à seulement 3 % du PIB. Cela empêche ses gouvernements nationaux de soutenir l'économie par des dépenses déficitaires. La hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires - et du service de la dette en dollars - laissera beaucoup moins de revenus à dépenser en biens et services.

Pour finir, Pepe Escobar a souligné le 28 septembre que « l'Allemagne est contractuellement obligée d'acheter au moins 40 milliards de mètres cubes de gaz russe par an jusqu'en 2030. ... Gazprom a légalement le droit d'être payé même sans livrer de gaz. ... Berlin ne reçoit pas tout le gaz dont elle a besoin mais doit quand même payer ». Il faut s'attendre à une longue bataille judiciaire avant que l'argent ne change de mains. Et la capacité finale de l'Allemagne à payer ne cessera de s'affaiblir.

Il semble curieux que le marché boursier US ait grimpé de plus de 500 points pour le *Dow Jones IndustrialAverage* mercredi. Peut-être l'équipe de protection contre les plongeurs est-elle intervenue pour tenter de rassurer le monde et lui faire croire que tout allait bien se passer. Mais le marché boursier a rendu la plupart de ces gains jeudi, la réalité ne pouvant plus être écartée.

La concurrence industrielle allemande avec les États-Unis prend fin, ce qui aide la balance commerciale étasunienne. Mais sur le plan des capitaux, la dépréciation de l'euro réduira la valeur des investissements étasuniens en Europe et la valeur en dollars des bénéfices qu'ils peuvent encore réaliser à mesure que l'économie européenne se contracte. Les bénéfices mondiaux déclarés par les multinationales des Etats-Unis diminueront.

## L'effet des sanctions US et la nouvelle guerre froide

## en dehors de l'Europe

La capacité de nombreux pays à payer leurs dettes extérieures et intérieures atteignait déjà le point de rupture avant que les sanctions anti-russes ne fassent augmenter les prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires. Les augmentations de prix dues aux sanctions ont été aggravées par la hausse du taux de change du dollar par rapport à presque toutes les devises (ironiquement, sauf par rapport au rouble, dont le taux a grimpé en flèche au lieu de s'effondrer comme les stratèges américains ont essayé en vain de le faire croire). Les matières premières internationales sont encore principalement évaluées en dollars, de sorte que l'appréciation de la devise du dollar augmente encore les prix à l'importation pour la plupart des pays.

La hausse du dollar augmente également le coût en monnaie locale du service des dettes étrangères libellées en dollars. De nombreux pays européens et du Sud ont déjà atteint la limite de leur capacité à assurer le service de leurs dettes libellées en dollars, et doivent encore faire face à l'impact de la pandémie de Covid. Maintenant que les sanctions des États-Unis et de l'OTAN ont fait grimper les prix mondiaux du gaz, du pétrole et des céréales - et que l'appréciation du dollar augmente le coût du service des dettes libellées en dollars - ces pays ne peuvent pas se permettre d'importer l'énergie et la nourriture dont ils ont besoin pour vivre s'ils doivent payer leurs dettes extérieures. Il faut faire des concessions.

Mardi 27 septembre, le secrétaire d'État US Antony Blinken a versé des larmes de crocodile et déclaré que l'attaque des pipelines russes n'était « dans l'intérêt de personne ». Mais si c'était vraiment le cas, personne n'aurait attaqué les gazoducs. Ce que M. Blinken disait vraiment, c'était « Ne demandez pas *Cui bono* ». Je ne m'attends pas à ce que les enquêteurs de l'OTAN aillent au-delà de l'accusation des suspects habituels que les responsables étasuniens blâment automatiquement.

Les stratèges étasuniens doivent avoir un plan du match pour savoir comment procéder à partir de là. Ils vont essayer de maintenir une économie mondiale néolibéralisée aussi longtemps que possible. Ils utiliseront le stratagème habituel pour les pays incapables de payer leurs dettes étrangères : Le FMI leur prêtera l'argent pour payer - à condition qu'ils obtiennent les devises nécessaires au remboursement en privatisant ce qui reste de leur domaine public, de leur patrimoine de ressources naturelles et d'autres actifs, en les vendant aux investisseurs financiers des États-Unis et à leurs alliés.

Cela fonctionnera-t-il ? Ou bien les pays débiteurs se regrouperont-ils et trouveront-ils les moyens de rétablir le monde des prix abordables du pétrole et du gaz, des engrais, des céréales et autres denrées alimentaires, des métaux et des matières premières fournis par la Russie, la Chine et leurs voisins alliés d'Eurasie, sans les « conditionnalités » US telles que celles qui ont mis fin à la prospérité européenne ?

Une alternative à l'ordre néolibéral conçu par les États-Unis est la grande préoccupation des stratèges étasuniens. Ils ne peuvent pas résoudre le problème aussi facilement qu'en sabotant Nord Stream 1 et 2. Leur solution sera probablement l'approche US habituelle : intervention militaire et nouvelles *révolutions de couleur* dans l'espoir d'obtenir le même pouvoir sur le Sud et l'Eurasie que la diplomatie des États-Unis via l'OTAN a exercé sur l'Allemagne et d'autres pays européens.

Le fait que les attentes des États-Unis quant à la manière dont les sanctions anti-russes fonctionneraient à l'encontre de la Russie aient été exactement l'inverse de ce qui s'est réellement passé donne de l'espoir pour l'avenir du monde. L'opposition et même le mépris des diplomates des États-Unis à l'égard des autres pays qui agissent dans leur propre intérêt économique, considérant comme une perte de temps (et même comme un manque de patriotisme) le fait d'envisager comment les pays étrangers pourraient développer leur propre alternative aux plans US. L'hypothèse qui sous-tend cette vision étroite des États-Unis est qu'il n'y a pas d'alternative - et que s'ils ne pensent pas à une telle perspective, elle restera impensable.

Mais à moins que d'autres pays ne travaillent ensemble pour créer une alternative au FMI, à la Banque Mondiale, à la Cour Internationale, à l'Organisation Mondiale du Commerce et aux nombreuses agences de l'ONU qui sont maintenant biaisées en faveur des États-Unis et de l'OTAN par les diplomates des États-Unis et leurs mandataires, les prochaines décennies verront la stratégie économique de domination financière et militaire des États-Unis se dérouler selon les lignes prévues par Washington. La question est de savoir si ces pays peuvent développer un nouvel ordre économique alternatif pour se protéger d'un destin comme celui que l'Europe s'est imposé cette année pour la prochaine décennie.

**Michael Hudson.** [Naked Capitalism](#), 30 septembre 2022

\* **Michael Hudson** a travaillé comme économiste à Wall Street. Actuellement *Distinguished Professor* dans l'University of Missouri, Kansas City, et le président de *Institute for the Study of Long-Term Economic Trends* (ISLET). Il est auteur de quelques livres, entre lesquels ils détachent : « *Super Imperialism : The Economic Strategy of American Empire* » (une nouvelle ed., Pluto Press, 2003) et « *Trade, Development and Foreign Debt : How Trade and Development Concentrate Economic Power in the Hands of Dominant Nations* » (ISLET, 2009). Sa page Web : [Michel Hudson](#)

Traduit de l'anglais pour *El Correo de la Diaspora* par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris le 2 octobre 2022.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org)